

C-462

Second Session, Thirty-seventh Parliament,
51-52 Elizabeth II, 2002-2003

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-462

An Act to amend the Access to Information Act and to
make amendments to other Acts

First reading, October 28, 2003

C-462

Deuxième session, trente-septième législature,
51-52 Elizabeth II, 2002-2003

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-462

Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information et
d'autres lois en conséquence

Première lecture le 28 octobre 2003

MR. BRYDEN

M. BRYDEN

SUMMARY

This enactment amends the *Access to Information Act* by defining more precisely what records held by the Government of Canada are to be disclosed and by providing more severe penalties for those who would wilfully circumvent the intent of the legislation.

The enactment

- (a) changes the name of the Act to the *Open Government Act*, reflecting an overriding principle that the government should provide all the information it reasonably can to enable the public to assess its performance and to ensure that it is always acting in conformity with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*;
- (b) requires government records that are more than 30 years old to be automatically opened except where specifically exempted for reasons of national security, public safety or international obligations;
- (c) establishes the principle that records be provided without unreasonable barriers as to time and cost and provides a government institution with the discretion to provide them free of charge to users who request them in the public interest;
- (d) provides protection of information related to endangered species and threatened ecological or archeological sites;
- (e) brings Cabinet confidences under the Act;
- (f) protects information related to critical infrastructure;
- (g) extends the Act to Crown corporations and agencies previously excluded and to all incorporated not-for-profit organizations that receive at least two-thirds of their funding through federal government appropriations;
- (h) makes ministers of the Crown, their exempt staffs and officers of Parliament subject to the Act;
- (i) makes the travel and hospitality expenses of MPs and senators subject to the Act;
- (j) allows the disclosure of retained records pertaining to public health and safety, the environment and governance of corporations if the public interest in disclosure outweighs in importance the possible injury to the institutions and persons subject to the Act;
- (k) specifies what Cabinet records must be disclosed or not disclosed;
- (l) gives the Prime Minister discretion to release any record of a previous Cabinet if doing so is in the public interest; and
- (m) improves public access to government records pertaining to third-party contracts and public opinion polling.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'accès à l'information* afin de mieux définir les documents détenus par le gouvernement du Canada qui doivent être communiqués et de prévoir des peines plus sévères pour ceux qui tentent volontairement de contourner l'intention de la loi.

Le texte :

- a) remplace le nom de la loi par *Loi sur la transparence du gouvernement* en application du grand principe selon lequel le gouvernement devrait fournir toute l'information qu'il peut raisonnablement fournir pour permettre au public d'évaluer sa gestion et de s'assurer que l'action du gouvernement est toujours conforme à la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- b) prévoit l'accès automatique à tout document de plus de trente ans d'une institution fédérale sauf s'il en est expressément exempté pour des motifs de sécurité nationale, de sécurité publique ou d'obligations internationales;
- c) établit le principe selon lequel les documents doivent être communiqués sans qu'il y ait d'obstacle injustifié en termes de temps et de coût et permet aux institutions fédérales de les communiquer gratuitement aux usagers qui en font la demande dans l'intérêt du public;
- d) assure la protection des renseignements sur les espèces en voie de disparition et les sites écologiques ou archéologiques menacés;
- e) soumet à l'application de la loi les renseignements confidentiels du Cabinet;
- f) protège les renseignements concernant les infrastructures essentielles;
- g) étend l'application de la loi aux sociétés d'État et à leurs filiales qui étaient auparavant exclues, ainsi qu'aux organismes sans but lucratif dotés de la personnalité morale qui reçoivent au moins les deux tiers de leur financement des crédits fédéraux;
- h) assujettit à la loi les ministres fédéraux, leur personnel exclu et les hauts fonctionnaires du Parlement;
- i) assujettit à la loi les frais de déplacement et d'accueil des députés et des sénateurs;
- j) autorise la communication des dossiers conservés qui ont trait à la santé et la sécurité publiques, à l'environnement et à la direction des sociétés, dans les cas où les raisons d'intérêt public l'emportent en importance sur le préjudice qui pourrait être causé aux institutions et personnes assujetties à la loi;
- k) précise les documents du Cabinet qui doivent ou non être communiqués;
- l) autorise le premier ministre à communiquer tout document d'un cabinet précédent s'il juge qu'il est dans l'intérêt public de le faire;
- m) facilite l'accès du public aux documents des institutions fédérales concernant des contrats passés avec des tiers et des sondages d'opinion publique.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-462

PROJET DE LOI C-462

An Act to amend the Access to Information Act and to make amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. A-1

ACCESS TO INFORMATION ACT

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

L.R., ch. A-1

1. (1) Section 1 of the Access to Information Act is replaced by the following:

1. (1) L'article 1 de la Loi sur l'accès à l'information est remplacé par ce qui suit :

Short title

1. This Act may be cited as the Open Government Act.

1. Loi sur la transparence du gouvernement.

Titre abrégé

Replacement of "Access to Information Act" with "Open Government Act"

(2) A reference in any other Act of Parliament, regulation, agreement or other instrument to the Access to Information Act is replaced, with such modifications as the circumstances require, by a reference to the Open Government Act.

(2) Dans les lois fédérales, leurs textes d'application ainsi que dans tout accord ou autre document, la mention de la Loi sur l'accès à l'information est remplacée, compte tenu des adaptations de circonstance, par la Loi sur la transparence du gouvernement.

Remplacement de « Loi sur l'accès à l'information » par « Loi sur la transparence du gouvernement »

2. Subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

2. Le paragraphe 2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Purpose

2. (1) The purpose of this Act is to extend the present laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution because it is the Government of Canada's obligation to release information that will assist Canadians in assessing the Government's management of the country and in monitoring the Government's compliance with the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

(1) La présente loi a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale parce que le gouvernement du Canada a l'obligation de communiquer les renseignements qui aideront les Canadiens à évaluer la façon dont le pays est géré et à vérifier si l'action du gouvernement est conforme à la Charte canadienne des droits et libertés.

Objet

Principles to be applied

(1.1) The right of access referred to in subsection (1) shall be provided in accordance with the following principles:

(1.1) Le droit à la communication des renseignements visé au paragraphe (1) est appliqué conformément aux principes suivants :

Principes applicables

(a) the information should be available to Canadians without unreasonable barriers with respect to cost, time or rules of secrecy;

(b) the information should be available in the format most useful to the requester whenever the format exists or can be created at reasonable cost to the requester;

(c) necessary exceptions to the right of access should be limited and specific; and

(d) decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

a) les renseignements doivent être communiqués aux Canadiens sans qu'aucun obstacle déraisonnable ne s'y oppose, qu'il s'agisse du coût, du temps ou des règles du secret;

b) les renseignements doivent être communiqués dans le format le plus utile à celui qui les demande, si un tel format existe ou peut être préparé à un coût raisonnable pour celui-ci;

c) les exceptions indispensables à ce droit doivent être précises et limitées;

d) les décisions quant à la communication des renseignements sont susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

3. (1) The definitions “government institution” and “record” in section 3 of the Act are replaced by the following:

3. (1) Les définitions de « document » et « institution fédérale », à l'article 3 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

“government institution”
« institution fédérale »

“government institution” means

- (a) any department or ministry of state of the Government of Canada, including a department or ministry of state listed in Schedule I,
- (b) any body or office listed in Schedule I,
- (c) a Crown corporation or a wholly-owned subsidiary of a Crown corporation as defined in the *Financial Administration Act*, or
- (d) any incorporated not-for-profit organization which receives at least two-thirds of its financing through federal government appropriations;

« document » Tous éléments d'information, quels que soient leur forme, leur support et le moyen de leur transmission. Y sont assimilés tout support sur lequel des données sont enregistrées ou inscrites et qui peut être lu ou compris par une personne ou par un système informatique ou un autre dispositif, le courrier électronique, l'échange de données électroniques et la téléconférence informatisée. Sont visés par la définition tout article de correspondance, note, livre, plan, carte, dessin, diagramme, illustration ou graphique, photographie, film, microforme, enregistrement sonore, magnétoscopique ou informatisé, et toute reproduction de ces éléments d'information.

« document »
“record”

“record”
« document »

“record” includes any correspondence, memorandum, book, plan, map, drawing, diagram, pictorial or graphic work, photograph, film, microform, sound recording, videotape, machine readable record, and any other recorded information, regardless of physical form or characteristics or the medium in which it is held, including material on which data is recorded or marked and that is capable of being read or understood by a person or a computer system or other means, electronic mail, electronic data interchange and computer conferencing, and a copy of any of these things;

« institution fédérale »

- a) Tout ministère ou département d'État relevant du gouvernement du Canada, notamment les ministères et départements d'État figurant à l'annexe I;
- b) tout organisme figurant à l'annexe I;
- c) toute société d'État ou filiale à cent pour cent d'une société d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- d) tout organisme sans but lucratif doté de la personnalité morale qui reçoit au moins les deux tiers de son financement des crédits fédéraux.

« institution fédérale »
“government institution”

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“officer or employee of a government institution”
« cadre ou employé d'une institution fédérale »

“officer or employee of a government institution” includes

(a) a minister of the Crown, a minister of state or a parliamentary secretary, and

(b) a person, other than a public servant, who works on behalf of a minister of the Crown, a minister of state or a parliamentary secretary;

(2) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« cadre ou employé d'une institution fédérale »
Y sont assimilées les personnes suivantes :

a) les ministres, ministres d'État et secrétaires parlementaires;

b) quiconque, autre qu'un fonctionnaire, travaille pour le compte d'un ministre, d'un ministre d'État ou d'un secrétaire parlementaire.

« cadre ou employé d'une institution fédérale »
“officer or employee of a government institution”

4. Section 4 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Right to 30-year-old records

(2.1) Notwithstanding any provision of this Act, with the exception of section 19, every person referred to in subsection (1) has a right to and shall, on request, be given access to any record generated by and under the control of a government institution if the record was created more than thirty years before the request was made, unless the record contains information the disclosure of which could reasonably be expected to threaten the safety or mental or physical health of individuals or be injurious to the constitutional integrity of Canada or the current conduct of international affairs, the defence of Canada or any state allied or associated with Canada or the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities.

4. L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, sauf l'article 19, les personnes mentionnées au paragraphe (1) ont droit à l'accès et peuvent se faire communiquer, sur demande, tout document créé par une institution fédérale ou relevant de celle-ci, si ce document a été créé plus de trente ans avant la date de la demande, à moins qu'il ne contienne des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de menacer la sécurité ou la santé physique ou mentale de certaines personnes ou l'intégrité constitutionnelle du Canada, ou de nuire à la conduite présente des affaires internationales, à la défense du Canada ou à celle d'un État allié ou associé avec le Canada ou à la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives.

Droit aux documents datant de plus de trente ans

5. Paragraph 5(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a description of all classes of records under the control of each government institution in sufficient detail to facilitate the exercise of the right of access under this Act or, if the records are available through information systems accessible to the general public, in sufficient detail to inform the public how to gain access to the records;

5. L'alinéa 5(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) les catégories de documents qui en relèvent, avec suffisamment de précisions pour que l'exercice du droit à leur accès en soit facilité ou, si les documents sont accessibles par l'intermédiaire de systèmes de diffusion accessibles au public, avec suffisamment de précisions pour permettre au public d'obtenir communication de ces documents;

6. Subsection 9(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

6. Le paragraphe 9(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

(a.1) the request is included among a large number of requests from the same person and meeting the original time limit would unreasonably interfere with the operations of the government institution;

5

a.1) la demande fait partie d'un grand nombre de demandes provenant de la même personne et l'observation du délai entraverait de façon sérieuse le fonctionnement de l'institution;

5

7. Subsection 11(6) of the Act is replaced by the following:

7. Le paragraphe 11(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Waiver

(6) The head of a government institution to which a request for access to a record is made under this Act may waive the requirement to pay a fee or other amount or a part thereof under this section or may refund a fee or other amount or a part thereof paid under this section, taking into account the following criteria in making the decision:

10

(6) Le responsable de l'institution fédérale peut dispenser en tout ou en partie la personne qui fait la demande du versement des droits ou lui rembourser tout ou partie du montant déjà versé, en se fondant sur les considérations suivantes :

Dispense

10

(a) whether there would be a public benefit, distinct from the benefit to the person who made the request;

15

a) il y aurait un avantage pour le public mis à part l'avantage pour la personne qui fait la demande;

15

(b) whether there is an academic value to research that is the basis of the request;

20

b) les recherches occasionnées par la demande ont une valeur didactique;

(c) whether the release of the information would meaningfully contribute to current public debate of an issue of national importance;

c) la communication des renseignements contribuerait de façon significative aux débats publics sur une question d'importance nationale;

20

(d) whether the information has already been made public, either in a reading room or by means of publication; and

25

d) les renseignements ont déjà été rendus publics, soit par dépôt dans une salle de lecture, soit par publication;

25

(e) whether the person who made the request has demonstrated that the research is likely to be published or widely disseminated in another manner to the public.

30

e) la personne qui fait la demande a démontré que les recherches seront vraisemblablement publiées ou largement diffusées dans le public sous d'autres formes.

30

Deemed waiver of fee

(7) Where the head of a government institution fails to give access to a record requested under this Act or a part thereof within the time limits set out in this Act, the head of the government institution shall be deemed to have waived the requirement to pay a fee or other amount or a part thereof under this section.

35

(7) Le responsable d'une institution fédérale qui omet de communiquer tout ou partie d'un document demandé en vertu de la présente loi dans le délai qui y est prévu est réputé avoir dispensé de l'obligation de verser des droits prévus au présent article.

Présomption de dispense

35

8. (1) Paragraph 13(1)(a) of the Act is replaced by the following:

8. (1) L'alinéa 13(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) the government of a foreign state or of a subdivision of a foreign state, or any institution of that government;

a) des gouvernements des États étrangers ou de leurs subdivisions, ou des organismes de ces gouvernements;

40

(2) Paragraph 13(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) makes the information or the substance of the information public.

(2) L'alinéa 13(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) rend les renseignements ou leur teneur publics.

(3) Section 13 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) Where a record is requested under this Act that contains information described in subsection (1) that is an exchange of correspondence between the government institution and the government, organization or institution referred to in that subsection, and the government, organization or institution has made public the portion of the correspondence that originated from the government institution, the head of the government institution shall seek the consent of the government, organization or institution to disclose the record.

(5) The head of a government institution may disclose any record requested under this Act that contains information described in subsection (4) if the correspondence was exchanged more than thirty years before the request was made, unless the record contains information the disclosure of which could reasonably be expected to threaten the safety or mental or physical health of individuals or be injurious to the constitutional integrity of Canada or the current conduct of international affairs, the defence of Canada or any state allied or associated with Canada or the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities.

(3) L'article 13 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Lorsqu'une demande est faite en vertu de la présente loi pour l'accès à un document contenant des renseignements visés au paragraphe (1) qui consistent en une échange de correspondance entre l'institution fédérale et le gouvernement, l'organisation, l'administration ou l'organisme qui y est mentionné, et que la partie de la correspondance provenant de l'institution fédérale a été rendue publique par le gouvernement, l'organisation, l'administration ou l'organisme, le responsable de l'institution fédérale est tenu d'obtenir de celui-ci le consentement de communiquer le document.

(5) Le responsable d'une institution fédérale peut communiquer tout document faisant l'objet d'une demande en vertu de la présente loi et contenant des renseignements visés au paragraphe (4), si la correspondance a été échangée plus de trente ans avant la date de présentation de la demande, à moins qu'il ne contienne des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de menacer la sécurité ou la santé physique ou mentale de certaines personnes ou l'intégrité constitutionnelle du Canada, ou de nuire à la conduite présente des affaires internationales, à la défense du Canada ou à celle d'un État allié ou associé avec le Canada ou à la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives.

9. Section 14 of the Act is replaced by the following:

14. The head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to federal-provincial relations, including, without restricting the generality of the foregoing, any such information

9. L'article 14 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

14. Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice aux relations fédéro-provinciales, notamment des renseignements sur :

Consent to disclosure of correspondence

30-year-old information

Federal-provincial relations

Consentement à la communication de la correspondance

Renseignements datant de plus de trente ans

Relations fédéro-provinciales

(a) on federal-provincial consultations or deliberations; or

(b) on strategy or tactics adopted or to be adopted by the Government of Canada relating to federal-provincial relations.

a) des consultations ou délibérations fédéro-provinciales;

b) les orientations ou mesures adoptées ou à adopter par le gouvernement du Canada touchant les relations fédéro-provinciales.

10. The portion of subsection 15(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

10. Le passage du paragraphe 15(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

International affairs and defence

15. (1) The head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the current conduct of international affairs, the defence of Canada or any state allied or associated with Canada or the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities, including, without restricting the generality of the foregoing, any such information

15. (1) Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la conduite présente des affaires internationales, à la défense du Canada ou d'États alliés ou associés avec le Canada ou à la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives, notamment :

Affaires internationales et défense

11. Subsection 16(3) the Act is replaced by the following:

11. Le paragraphe 16(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Policing services for provinces or municipalities

(3) The head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act that contains information that was obtained or prepared by the Royal Canadian Mounted Police while performing policing services for a province or a municipality pursuant to an arrangement made under section 20 of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, where

(3) Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements obtenus ou préparés par la Gendarmerie royale du Canada, dans l'exercice de fonctions de police provinciale ou municipale qui lui sont conférées par une entente conclue sous le régime de l'article 20 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* si :

Fonctions de police provinciale ou municipale

(a) the Government of Canada has, on the request of the province or municipality agreed not to disclose such information; and

(b) the same information would not be accessible under provincial legislation if it were under the control of the province or municipality.

a) à la demande de la province ou de la municipalité, le gouvernement du Canada a consenti à ne pas divulguer ces renseignements;

b) les mêmes renseignements ne seraient pas accessibles par application des dispositions législatives provinciales s'ils dépendaient d'une province ou d'une municipalité.

12. Section 17 of the Act is replaced by the following:

12. L'article 17 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Safety or health of individuals

17. The head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act that contains information the disclosure of which could reasonably be

17. Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de

Sécurité ou santé des individus

expected to threaten the safety or mental or physical health of individuals or which could increase the risk of extinction of an endangered species or increase the risk of damage to a sensitive ecological or historic site.

nuire à la sécurité ou à la santé physique ou mentale des individus ou pourrait accroître le risque d'extinction d'une espèce en voie de disparition ou de dommages à un site écologique ou historique fragile.

13. (1) Section 18 of the Act is renumbered as subsection 18(1).

13. (1) L'article 18 de la même loi devient le paragraphe 18(1).

(2) Paragraph 18(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 18(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) trade secrets or financial, commercial, scientific or technical information that belongs to the Government of Canada or a government institution that has substantial monetary value or is reasonably likely to have substantial monetary value and the disclosure of which could reasonably be expected to be materially injurious to the financial interests of the Government of Canada;

a) des secrets industriels ou des renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques appartenant au gouvernement du Canada ou à une institution fédérale et ayant ou pouvant vraisemblablement avoir une valeur pécuniaire importante et dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter un préjudice appréciable aux intérêts financiers du gouvernement du Canada;

(3) Section 18 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(3) L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Disclosure authorized in certain circumstances

(2) The head of a government institution may disclose any record requested under this Act, or any part thereof, that contains information described in subsection (1) if that disclosure would be in the public interest as it relates to public health, public safety, protection of the environment or the governance of corporations and, if the public interest in disclosure clearly outweighs in importance any financial loss, prejudice to the competitive position of or any other injury referred to in this section to the Government of Canada or to a government institution or its officers or employees.

(2) Le responsable d'une institution fédérale peut communiquer tout ou partie d'un document qui contient des renseignements visés au paragraphe (1) pour des raisons d'intérêt public concernant la santé ou la sécurité publiques, la protection de l'environnement ou la direction des sociétés, si les raisons d'intérêt public l'emportent manifestement en importance sur les pertes financières, le tort causé à la position concurrentielle ou tout autre préjudice mentionné au présent article subi par le gouvernement du Canada ou une institution fédérale, ses mandataires ou ses employés.

Divulgateion de renseignements permise dans certains cas

14. Section 19 of the Act is replaced by the following:

14. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Personal information

19. (1) Subject to subsection (2), the head of a government institution shall refuse to disclose any record requested under this Act that was collected under the *Statistics Act* or that contains personal information as defined in section 3 of the *Privacy Act*.

19. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le responsable d'une institution fédérale est tenu de refuser la communication de documents recueillis en vertu de la *Loi sur la statistique* ou contenant les renseignements personnels visés à l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Renseignements personnels

Where disclosure authorized

(2) Subject to any other exemption under this Act, the head of a government institution shall disclose any record requested under this Act that contains personal information if

- (a) the individual to whom it relates consents to the disclosure;
- (b) the information is publicly available; or
- (c) the disclosure is in accordance with the Statistics Act or section 8 of the *Privacy Act*.

(2) Sous réserve de toute autre exemption accordée par la présente loi, le responsable d'une institution fédérale est tenu de donner communication de documents contenant des renseignements personnels dans les cas où :

- a) l'individu qu'ils concernent y consent;
- b) le public y a accès;
- c) la communication est conforme à la Loi sur la statistique ou à l'article 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Cas où la divulgation est autorisée

15. (1) Subsection 20(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) information relating to critical infrastructure;

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(7) The head of a government institution may disclose any record requested under this Act that is a contract to which a government institution is a party or that is a bid for such a contract.

16. (1) Paragraphs 21(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) advice or recommendations developed by or for a government institution or a minister of the Crown other than public opinion surveys,
- (b) an account of consultations or deliberations involving officers or employees of a government institution,

(2) Paragraph 21(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) plans relating to the management of personnel or the administration of a government institution that have not yet been put into operation the disclosure of which could reasonably be expected to prejudice the operation of that government institution,

17. Section 23 of the Act is renumbered as subsection 23(1) and is amended by adding the following:

15. (1) Le paragraphe 20(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) des renseignements concernant les infrastructures essentielles;

(2) L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

(7) Le responsable d'une institution fédérale peut communiquer tout document qui est un contrat auquel une institution fédérale est partie ou une offre de marché d'un tel contrat.

16. (1) Les alinéas 21(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) des avis ou recommandations élaborés par ou pour une institution fédérale ou un ministre et qui n'ont pas trait à des sondages d'opinion publique;
- b) des comptes rendus de consultations ou délibérations où sont concernés des cadres ou employés d'une institution fédérale;

(2) L'alinéa 21(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) des projets relatifs à la gestion du personnel ou à l'administration d'une institution fédérale qui n'ont pas encore été mis en œuvre et dont la communication risquerait vraisemblablement de nuire au fonctionnement de cette institution.

17. L'article 23 de la même loi devient le paragraphe 23(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

Exception

Privilege not waived

(2) The disclosure of part of a record that contains information that is subject to solicitor-client privilege does not waive that privilege in respect of the rest of the document.

(2) La communication d'une partie d'un document contenant des renseignements protégés par le secret professionnel qui lie un avocat à son client ne soustrait pas à l'obligation de secret à l'égard du reste du document.

Maintien du secret

18. Section 24 of the Act is repealed.

18. L'article 24 de la même loi est abrogé.

19. Section 26 of the Act is replaced by the following:

19. L'article 26 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Refusal of access where information to be published

26. The head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act or any part thereof if the head of the institution believes on reasonable grounds that the material in the record or part thereof will be published by a government institution, agent of the Government of Canada or minister of the Crown within sixty days after the request is made or within such further period of time as may be necessary for printing or translating the material for the purpose of printing it.

26. Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication totale ou partielle d'un document s'il a des motifs raisonnables de croire que le contenu du document sera publié en tout ou en partie par une institution fédérale, un mandataire du gouvernement du Canada ou un ministre des soixante jours suivant la demande ou dans tel délai supérieur entraîné par les contraintes de l'impression ou de la traduction en vue de l'impression.

Refus de communication en cas de publication

20. (1) Paragraph 30(1)(b) of the Act is replaced by the following:

20. (1) L'alinéa 30(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) from persons who have been required to pay an amount under section 11 that they consider unreasonable or that they consider should have been waived;

b) déposées par des personnes qui considèrent comme excessif le montant réclamé en vertu de l'article 11 ou qui estiment avoir droit à une dépense;

(2) Subsection 30(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d.1):

(2) Le paragraphe 30(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d.1, de ce qui suit :

(d.2) from persons who have been refused access to a record or part thereof by reason of paragraph 68(a) because it is published by the public and they consider the material to be not reasonably priced or not reasonably accessible to the public;

d.2) déposées par des personnes à qui on a refusé la communication de tout ou partie d'un document en vertu de l'alinéa 68a) parce que le document est publié ou mis en vente dans le public et qui considèrent que le prix qui en est exigé n'est pas raisonnable ou que le document n'est pas d'un accès raisonnablement facile;

21. Section 31 of the Act is replaced by the following:

21. L'article 31 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Written complaint

31. A complaint under this Act shall be made to the Information Commissioner in writing unless the Commissioner authorizes

31. Les plaintes sont, sauf dispense accordée par le Commissaire à l'information, déposées devant lui par écrit; celles qui ont trait à une

Plaintes écrites

otherwise and shall, where the complaint relates to a request for access to a record, be made within one year from the time when the request for the record in respect of which the complaint is made was received or within such further time as the Commissioner may fix or allow.

demande de communication de documents se prescrivent par un an à compter de la réception de la demande ou dans le délai supérieur que le Commissaire peut établir ou accorder.

22. Section 38 of the Act is renumbered as subsection 38(1) and is amended by adding the following:

22. L'article 38 de la même loi devient le paragraphe 38(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Naming government institutions that fail to take action

(2) The Information Commissioner shall set out in the annual report the name of every government institution, if any, the head of which, in the opinion of the Information Commissioner, failed in the year, without valid excuse, to take any action required by this Act.

(2) Le Commissaire à l'information inscrit dans son rapport annuel le nom de toute institution fédérale dont le responsable a, à son avis, fait défaut, au cours de l'exercice, sans motif valable, de prendre les mesures exigées par la présente loi.

Noms des institutions fédérales

Opportunity to make representations

(3) Before naming a government institution under subsection (2), the Information Commissioner shall provide the head of the government institution with an opportunity to make representations in respect of the failure to take the required action.

(3) Avant d'inscrire le nom de l'institution fédérale en vertu du paragraphe (2), le Commissaire à l'information donne au responsable l'occasion de faire valoir ses observations justifiant le défaut.

Observations

23. The Act is amended by adding the following after section 67.1:

23. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 67.1, de ce qui suit :

Obstructing right of access

67.2 (1) A person who wilfully obstructs any person's right of access under this Act to any record under the control of a government institution is guilty of an offence.

67.2 (1) Commet une infraction quiconque entrave délibérément l'exercice du droit d'une personne à la communication d'un document en vertu de la présente loi.

Entrave au droit à la communication

Defence

(2) No person who destroys information in accordance with the *National Archives of Canada Act* commits an offence under subsection (1).

(2) Ne constitue pas une infraction au paragraphe (1) le fait d'éliminer un document en application de la *Loi sur les Archives nationales du Canada*.

Moyen de défense

Offence and punishment

(3) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and liable

(a) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding two years or to a fine not exceeding ten thousand dollars, or to both; and

(b) on summary conviction, to imprisonment for a term not exceeding six months or to a fine not exceeding five thousand dollars, or to both.

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

a) par acte d'accusation, d'un emprisonnement maximal de deux ans et d'une amende maximale de dix mille dollars, ou de l'une de ces peines;

b) par procédure sommaire, d'un emprisonnement maximal de six mois et d'une amende maximale de cinq mille dollars, ou de l'une de ces peines.

Infraction et peine

24. (1) Paragraph 68(a) of the Act is replaced by the following:

(a) published material or material available for purchase by the public if that material is reasonably priced and reasonably accessible to the public;

(2) Paragraph 68(c) of the Act is replaced by the following:

(c) material placed in the National Archives of Canada, the National Library, the National Gallery of Canada, the Canadian Museum of Civilization, the Canadian Museum of Nature or the National Museum of Science and Technology by or on behalf of persons or organizations other than government institutions, the Senate, the House of Commons and the Library of Parliament.

25. Section 69 of the Act is replaced by the following:

69. (1) The head of a government institution shall refuse to disclose any record requested under this Act that contains confidences of the Queen's Privy Council for Canada.

(2) The definitions in this subsection apply in this section.

“confidences of the Queen's Privy Council for Canada” means any information that would reveal the substance of deliberations between ministers of the Crown in respect of the making of government decisions or the formulation of government policy, including decisions of Council before they are implemented, and includes draft legislation.

“Council” means the Queen's Privy Council for Canada, committees of the Queen's Privy Council for Canada, Cabinet and committees of Cabinet.

24. (1) L'alinéa 68a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les documents publiés ou mis en vente dans le public, pourvu que le prix en soit raisonnable et qu'ils soient d'un accès raisonnablement facile;

(2) L'alinéa 68c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) les documents déposés aux Archives nationales du Canada, à la Bibliothèque nationale, au Musée des beaux-arts du Canada, au Musée canadien des civilisations, au Musée canadien de la nature ou au Musée national des sciences et de la technologie par ou pour des personnes ou organisations autres que les institutions fédérales, le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement.

25. L'article 69 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

69. (1) Le responsable d'une institution fédérale est tenu de refuser la communication des documents contenant les renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« Conseil » Le Conseil privé de la Reine pour le Canada, le Cabinet ou un de leurs comités respectifs.

« renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » Renseignements qui, divulgués, révéleraient la teneur des délibérations ministérielles concernant les décisions du gouvernement ou la formulation de ses orientations ainsi que les décisions du Conseil avant leur mise en œuvre. Y sont assimilés les avant-projets de loi et les projets de règlement.

Renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada

Définitions

« Conseil »
“Council”

« renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada »

“confidences of the Queen's Privy Council for Canada”

Confidences of the Queen's Privy Council for Canada

Definitions

“confidences of the Queen's Privy Council for Canada”
« renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada »

“Council”
« Conseil »

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to confidences of the Queen's Privy Council for Canada that have been in existence for more than fifteen years.

26. Paragraph 77(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) prescribing the manner of calculating fees or amounts payable for the purposes of paragraphs 11(1)(a) and (b) and subsections 11(2) and (3);

27. Schedule I of the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions":

Atomic Energy of Canada Limited
Énergie atomique du Canada, Limitée

Canada Post Corporation
Société canadienne des postes

Canadian Broadcasting Corporation
Société Radio-Canada

Canadian Wheat Board
Commission canadienne du blé

Export Development Canada
Exportation et développement Canada

National Arts Centre Corporation
Corporation du Centre national des Arts

Office of the Auditor General of Canada
Bureau du vérificateur général du Canada

Office of the Chief Electoral Officer
Bureau du directeur général des élections

Office of the Commissioner of Official Languages
Commissariat aux langues officielles

Office of the Information Commissioner
Commissariat à l'information

Office of the Privacy Commissioner
Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée

Exception

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada dont l'existence remonte à plus de quinze ans.

26. L'alinéa 77(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) fixer la méthode de calcul ou le montant des droits à payer pour l'application des alinéas 11(1)a) et b) et des paragraphes 11(2) et (3);

27. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous la rubrique « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée
Office of the Privacy Commissioner

Bureau du directeur général des élections
Office of the Chief Electoral Officer

Bureau du vérificateur général du Canada
Office of the Auditor General of Canada

Commissariat à l'information
Office of the Information Commissioner

Commissariat aux langues officielles
Office of the Commissioner of Official Languages

Commission canadienne du blé
Canadian Wheat Board

Corporation du Centre national des Arts
National Arts Centre Corporation

Énergie atomique du Canada, Limitée
Atomic Energy of Canada Limited

Exportation et développement Canada
Export Development Canada

Société canadienne des postes
Canada Post Corporation

Société Radio-Canada
Canadian Broadcasting Corporation

28. Schedule II of the Act is repealed.

28. L'annexe II de la même loi est abrogée.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. C-5

Canada Evidence Act

Loi sur la preuve au Canada

L.R., ch. C-5

29. Section 39 of the *Canada Evidence Act* is replaced by the following:

29. L'article 39 de la *Loi sur la preuve au Canada* est remplacé par ce qui suit :

Objection relating to a confidence of the Queen's Privy Council for Canada

39. (1) Where a minister of the Crown or the Clerk of the Privy Council or, in the absence of the Clerk, the Deputy Clerk of the Privy Council objects to the disclosure of information before a court, person or body with jurisdiction to compel the production of information by certifying in writing that the information constitutes a confidence of the Queen's Privy Council for Canada, disclosure of the information shall be refused without examination or hearing of the information by the court, person or body.

39. (1) Le tribunal, l'organisme ou la personne qui ont le pouvoir de contraindre à la production de renseignements sont, dans les cas où un ministre ou le greffier du Conseil privé, ou le sous-greffier en l'absence du greffier, s'opposent à la divulgation d'un renseignement, tenus d'en refuser la divulgation, sans l'examiner ni tenir d'audition à son sujet, si le ministre ou le greffier attestent par écrit que le renseignement constitue un renseignement confidentiel du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

5 Opposition relative à un renseignement confidentiel du Conseil privé de la Reine pour le Canada

Definitions

(2) The definitions in this subsection apply in this section.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"confidences of the Queen's Privy Council for Canada" « renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada »

"confidences of the Queen's Privy Council for Canada" means any information that would reveal the substance of deliberations between ministers of the Crown in respect of the making of government decisions or the formulation of government policy, including decisions of Council before they are implemented, and includes draft legislation.

« Conseil » Le Conseil privé de la Reine pour le Canada, le Cabinet ou un de leurs comités respectifs.

« Conseil » "Council"

« renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » Renseignements qui, divulgués, révéleraient la teneur des délibérations ministérielles concernant les décisions du gouvernement ou la formulation de ses orientations ainsi que les décisions du Conseil avant leur mise en œuvre. Y sont assimilés les avant-projets de loi et les projets de règlement.

« renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » "confidences of the Queen's Privy Council for Canada"

"Council" « Conseil »

"Council" means the Queen's Privy Council for Canada, committees of the Queen's Privy Council for Canada, Cabinet and committees of Cabinet.

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to confidences of the Queen's Privy Council for Canada that have been in existence for more than fifteen years.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada dont l'existence remonte à plus de quinze ans.

Exception

1992, c. 20

Corrections and Conditional Release Act

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

1992, ch. 20

30. Section 196 of the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:

30. L'article 196 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est remplacé par ce qui suit :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Confidences of the Queen's Privy Council for Canada | 196. (1) The powers of the Correctional Investigator under sections 172, 173 and 174 do not apply with respect to confidences of the Queen's Privy Council for Canada. | 196. (1) L'enquêteur correctionnel ne peut exercer les pouvoirs que les articles 172, 173 et 174 lui confèrent à l'égard des <u>renseignements</u> confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada. | Renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada |
| Definitions | (2) <u>The definitions in this subsection apply in this section.</u> | (2) <u>Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</u> | Définitions |
| "confidences of the Queen's Privy Council for Canada" « renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » | "confidences of the Queen's Privy Council for Canada" means any information that would reveal the substance of deliberations between ministers of the Crown in respect of the making of government decisions or the formulation of government policy, including decisions of Council before they are implemented, and includes draft legislation. | « Conseil » <u>Le Conseil privé de la Reine pour le Canada, le Cabinet ou un de leurs comités respectifs.</u> | « Conseil » "Council" |
| "Council" « Conseil » | "Council" means the Queen's Privy Council for Canada, committees of the Queen's Privy Council for Canada, Cabinet and committees of Cabinet. | « renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » Renseignements qui, divulgués, révéleraient la teneur des délibérations ministérielles concernant les décisions du gouvernement ou la formulation de ses orientations ainsi que les décisions du Conseil avant leur mise en œuvre. Y sont assimilés les avant-projets de loi et les projets de règlement. | 10 « renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » "confidences of the Queen's Privy Council for Canada" |
| Exception | (3) Subsection (1) does not apply to confidences of the Queen's Privy Council for Canada that have been in existence for more than <u>fifteen</u> years. | (3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux <u>renseignements</u> confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada dont l'existence remonte à plus de <u>quinze</u> ans. | Exception |
| 1987, c. 1 | <i>National Archives of Canada Act</i> | <i>Loi sur les Archives nationales du Canada</i> | 1987, ch. 1 |
| "government institution" « institution fédérale » | 31. The definitions "government institution" and "record" in section 2 of the <i>National Archives of Canada Act</i> are replaced by the following: | 31. Les définitions de « documents » et « institution fédérale », à l'article 2 de la <i>Loi sur les Archives nationales du Canada</i>, sont remplacées par ce qui suit : | « documents » "record" |
| "government institution" « institution fédérale » | "government institution" means (a) any department or ministry of state of the Government of Canada, including a department or ministry of state listed in Schedule I to the <i>Open Government Act</i> , (b) any body or office listed in Schedule I to the <i>Open Government Act</i> , (c) a Crown corporation or a wholly-owned subsidiary of a Crown corporation as defined in the <i>Financial Administration Act</i> , or (d) any incorporated not-for-profit organization which receives at least two-thirds of its financing through federal government appropriations; | « documents » Tous éléments d'information, quels que soient leur forme, leur support et le moyen de leur transmission. Y sont assimilés tout support sur lequel des données sont enregistrées ou inscrites et qui peut être lu ou compris par une personne ou par un système informatique ou un autre dispositif, le courrier électronique, l'échange de données électroniques et la téléconférence informatisée. Sont visés par la <u>définition</u> tout article de correspondance, note, livre, plan, carte, dessin, diagramme, illustration ou graphique, photographie, film, microforme, enregistrement sonore, magnétoscopique ou informatisé, et toute reproduction de ces éléments d'information. | 30 35 40 |

“record”
« documents »

“record” includes any correspondence, memorandum, book, plan, map, drawing, diagram, pictorial or graphic work, photograph, film, microform, sound recording, videotape, machine readable record, and any other recorded information, regardless of physical form or characteristics or the medium in which it is held, including material on which data is recorded or marked and that is capable of being read or understood by a person or a computer system or other means, electronic mail, electronic data interchange and computer conferencing, and a copy of any of these things.

« institution fédérale »

a) Tout ministère ou département d'État relevant du gouvernement du Canada, notamment les ministères et départements d'État figurant à l'annexe I de la *Loi sur la transparence du gouvernement*;

b) tout organisme figurant à l'annexe I de la *Loi sur la transparence du gouvernement*;

c) toute société d'État ou filiale à cent pour cent d'une société d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

d) tout organisme sans but lucratif doté de la personnalité morale qui reçoit au moins les deux tiers de son financement des crédits fédéraux.

« institution fédérale »
“government institution”

R.S., c. P-1

Parliament of Canada Act

32. The *Parliament of Canada Act* is amended by adding the following after section 6:

Disclosure of Records

6.1 (1) The Senate, the House of Commons and the Library of Parliament shall provide a right of access to information in records under their control respecting the financial administration of those institutions.

(2) For the purposes of subsection (1), the *Open Government Act* applies to the Senate, the House of Commons and the Library of Parliament as if

- (a) they were government institutions;
- (b) the Speaker of the Senate were the designated Minister and the head of the government institution in respect of the Senate and the Library of Parliament; and
- (c) the Speaker of the House of Commons were the designated Minister and the head of the government institution in respect of the House of Commons.

(3) For greater certainty, this section applies to Members of the Senate and the House of Commons.

Access to information

Application of *Open Government Act*

Application

Loi sur le Parlement du Canada

32. La *Loi sur le Parlement du Canada* est modifiée par adjonction, après l'article 6, de ce qui suit :

Communication de documents

6.1 (1) Le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement sont tenus de communiquer les renseignements qui concernent leur administration financière contenus dans les documents relevant d'eux.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la *Loi sur la transparence du gouvernement* s'applique au Sénat, à la Chambre des communes et à la Bibliothèque du Parlement comme s'il s'agissait d'une institution fédérale et que leur président — celui du Sénat, dans le cas de la Bibliothèque du Parlement — remplissait les fonctions de ministre désigné et de responsable de l'institution fédérale.

(3) Il est entendu que les députés et les sénateurs sont visés par le présent article.

L.R., ch. P-1

Accès à l'information

Application de la *Loi sur la transparence du gouvernement*

Application

33. (1) The definition “government institution” in section 3 of the Privacy Act is replaced by the following:

33. (1) La définition de « institution fédérale », à l’article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, est remplacée par ce qui suit :

“government institution”
« institution fédérale »

“government institution” means

« institution fédérale »

5 « institution fédérale »
“government institution”

(a) any department or ministry of state of the Government of Canada, including a department or ministry of state listed in the schedule,

5 a) Tout ministère ou département d’État relevant du gouvernement du Canada, notamment les ministères et départements d’État figurant à l’annexe;

(b) any body or office listed in the schedule,

10 b) tout organisme figurant à l’annexe;

(c) a Crown corporation or a wholly-owned subsidiary of a Crown corporation as defined in the Financial Administration Act, or

10 c) toute société d’État ou filiale à cent pour cent d’une société d’État au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques;

(d) any incorporated not-for-profit organization which receives at least two-thirds of its financing through federal government appropriations;

15 d) tout organisme sans but lucratif doté de la personnalité morale qui reçoit au moins les deux tiers de son financement des crédits fédéraux.

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L’article 3 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“officer or employee of a government institution”
« cadre ou employé d’une institution fédérale »

“officer or employee of a government institution” includes

« cadre ou employé d’une institution fédérale »
Y sont assimilées les personnes suivantes :

« cadre ou employé d’une institution fédérale »
“officer or employee of a government institution”

(a) a minister of the Crown, a minister of state or a parliamentary secretary, and

25 a) les ministres, ministres d’État et secrétaires parlementaires;

(b) a person, other than a public servant, who works on behalf of a minister of the Crown, a minister of state of a parliamentary secretary;

25 b) quiconque, autre qu’un fonctionnaire, travaille pour le compte d’un ministre, d’un ministre d’État ou d’un secrétaire parlementaire.

34. Section 70 the Act is replaced by the following:

34. L’article 70 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Confidences of the Queen’s Privy Council for Canada

70. (1) The head of a government institution shall refuse to disclose any record requested under this Act that contains confidences of the Queen’s Privy Council for Canada.

70. (1) Le responsable d’une institution fédérale est tenu de refuser la communication des documents contenant les renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada

Definitions

(2) The definitions in this subsection apply in this section.

(2) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

Définitions

| | | | |
|---|---|---|---|
| <p>“confidences of the Queen’s Privy Council for Canada” « renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada »</p> <p>“Council” « Conseil »</p> <p>Exception</p> | <p>“confidences of the Queen’s Privy Council for Canada” means any information that would reveal the substance of deliberations between ministers of the Crown in respect of the making of government decisions or the formulation of government policy, including decisions of Council before they are implemented, and includes draft legislation.</p> <p>“Council” means the Queen’s Privy Council for Canada, committees of the Queen’s Privy Council for Canada, Cabinet and committees of Cabinet.</p> <p>(3) Subsection (1) does not apply to confidences of the Queen’s Privy Council for Canada that have been in existence for more than <u>fifteen</u> years.</p> <p>35. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “Other Government Institutions”:</p> <p>Atomic Energy of Canada Limited <i>Énergie atomique du Canada, Limitée</i></p> <p>Canadian Broadcasting Corporation <i>Société Radio-Canada</i></p> <p>Office of the Information Commissioner <i>Commissariat à l’information</i></p> <p>Office of the Privacy Commissioner <i>Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée</i></p> <p style="text-align: center;">COORDINATING AMENDMENTS</p> <p style="text-align: center;"><i>Bill C-34</i></p> <p>36. (1) Subsections (2) to (5) apply if Bill C-34, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled <i>An Act to amend the Parliament of Canada Act (Ethics Commissioner and Senate Ethics Officer) and other Acts in consequence (the “other Act”),</i> receives royal assent.</p> | <p>« Conseil » <u>Le</u> Conseil privé de la Reine pour le Canada, <u>le</u> Cabinet <u>ou un</u> de leurs comités respectifs.</p> <p>« renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » Renseignements qui, divulgués, révéleraient la teneur des délibérations ministérielles concernant les décisions du gouvernement ou la formulation de ses orientations ainsi que les décisions du Conseil avant leur mise en œuvre. Y sont assimilés les avant-projets de loi et les projets de règlement.</p> <p>(3) Le paragraphe (1) ne s’applique pas aux renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada dont l’existence remonte à plus de <u>quinze</u> ans.</p> <p>35. L’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, sous la rubrique « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :</p> <p>Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée <i>Office of the Privacy Commissioner</i></p> <p>Commissariat à l’information <i>Office of the Information Commissioner</i></p> <p>Énergie atomique du Canada, Limitée <i>Atomic Energy of Canada Limited</i></p> <p>Société Radio-Canada <i>Canadian Broadcasting Corporation</i></p> <p style="text-align: center;">DISPOSITIONS DE COORDINATION</p> <p style="text-align: center;"><i>Projet de loi C-34</i></p> <p>36. (1) Les paragraphes (2) à (5) s’appliquent en cas de sanction du projet de loi C-34, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé <i>Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (conseiller sénatorial en éthique et commissaire à l’éthique) et certaines lois en conséquence (appelé « autre loi » au présent article).</i></p> | <p>« Conseil » “Council”</p> <p>« renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » “confidences of the Queen’s Privy Council for Canada”</p> <p>Exception</p> |
|---|---|---|---|

(2) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 2 of the other Act comes into force, Schedule I to the *Open Government Act*, as enacted by section 27 of this Act, is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Senate Ethics Officer

Conseiller sénatorial en éthique

(3) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 4 of the other Act comes into force, Schedule I to the *Open Government Act*, as enacted by section 27 of this Act, is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Ethics Commissioner

Commissaire à l'éthique

(4) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 2 of the other Act comes into force, the schedule to the *Privacy Act*, as enacted by section 35 of this Act, is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Senate Ethics Officer

Conseiller sénatorial en éthique

(5) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 4 of the other Act comes into force, the schedule to the *Privacy Act*, as enacted by section 35 of this Act, is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Ethics Commissioner

Commissaire à l'éthique

(2) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 2 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'annexe I de la *Loi sur la transparence du gouvernement*, dans sa version édictée par l'article 27 de la présente loi, est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous la rubrique « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

10 Conseiller sénatorial en éthique

Senate Ethics Officer

(3) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 4 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'annexe I de la *Loi sur la transparence du gouvernement*, dans sa version édictée par l'article 27 de la présente loi, est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous la rubrique « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

20 Commissaire à l'éthique

Ethics Commissioner

(4) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 2 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, dans sa version édictée par l'article 35 de la présente loi, est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous la rubrique « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

30 Conseiller sénatorial en éthique

Senate Ethics Officer

(5) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 4 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, dans sa version édictée par l'article 35 de la présente loi, est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous la rubrique « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

40 Commissaire à l'éthique

Ethics Commissioner

Bill C-36

Projet de loi C-36

37. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-36, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled the *Library and Archives of Canada Act* (the “other Act”), receives royal assent.

(2) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 1 of the other Act comes into force, subsection 67.2(2) of the *Open Government Act*, as enacted by section 23 of this Act, is replaced by the following:

(2) No person who destroys information in accordance with the *Library and Archives of Canada Act* commits an offence under subsection (1).

(3) On the later of the coming into force of section 23 of the other Act and subsection 24(2) of this Act, paragraph 68(c) of the *Open Government Act* is replaced by the following:

(c) material placed in the Library and Archives of Canada, the National Gallery of Canada, the Canadian Museum of Civilization, the Canadian Museum of Nature or the National Museum of Science and Technology by or on behalf of persons or organizations other than government institutions, the Senate, the House of Commons and the Library of Parliament.

(4) If section 55 of the other Act comes into force before section 31 of this Act, then, on the later of the day on which that section 55 comes into force and the day on which this Act is assented to, that section 31 is repealed.

37. (1) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-36, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 67.2(2) de la *Loi sur la transparence du gouvernement*, dans sa version édictée par l'article 23 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

(2) Ne constitue pas une infraction au paragraphe (1) le fait d'éliminer un document en application de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*.

(3) À l'entrée en vigueur de l'article 23 de l'autre loi ou à celle du paragraphe 24(2) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 68c) de la *Loi sur la transparence du gouvernement* est remplacé par ce qui suit :

c) les documents déposés à Bibliothèque et Archives du Canada, au Musée des beaux-arts du Canada, au Musée canadien des civilisations, au Musée canadien de la nature ou au Musée national des sciences et de la technologie par des personnes ou organisations autres que les institutions fédérales, le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement.

(4) Si l'article 55 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 31 de la présente loi, à la date d'entrée en vigueur de l'article 55 de l'autre loi ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi, l'article 31 de la présente loi est abrogé.

Défense

Moyen de
défense